

# 5 JUIN

## MOBILISATION GÉNÉRALE

*Pour nos  
salaire&  
nos retraites*



***La réforme des retraites d'Emmanuel Macron ne passe toujours pas.***

Alors que la “concertation retraites” qui s'est ouverte à la fin de l'année 2024 devait être “sans totem ni tabou”, le Premier ministre a déclaré quelques mois plus tard que “le retour à l'âge de départ à 62 ans était impossible”. Le prétexte du déficit public pour aller à l'encontre de la volonté des travailleur·ses est une hérésie, tout autant que celui de la compétitivité des entreprises avancé par Macron.

Le gouvernement s'entête à ne pas vouloir trouver de nouvelles sources de financements pérennes, alors que les propositions abondent : augmenter les salaires (et donc les cotisations), mettre en place l'égalité salariale, ou encore réorienter les milliards de cadeaux faits aux entreprises vers notre système de sécurité sociale : des mesures concrètes et justes existent.

# SALAIRS : LE MALAISE EST PROFOND !

Les négociations annuelles obligatoires de cette année montrent le mépris qu'a le patronat pour le maintien de notre pouvoir d'achat : les augmentations générales en 2025 s'élèvent à 2,1 %, soit presque au même niveau que l'inflation, alors qu'il faudrait que les salaires augmentent de 4,5 % sur deux ans pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat subies depuis 2022 !

## 61 %

## 74 %

+ 18 POINTS DEPUIS 2018

des cadres estiment que leur pouvoir d'achat s'est dégradé depuis la crise du Covid (Apec, 2024)

des professions intermédiaires placent maintenant leur salaire comme priorité dans leur travail, avant l'équilibre vie pro/vie perso  
(Baromètre ViaVoice, 2025)

L'utilisation grandissante, par les employeurs, des augmentations individuelles, primes, et parts-variables participent à la dégradation de nos salaires. Pire, pour qu'une partie de l'enveloppe allouée aux augmentations nous revienne, il faut accepter le présentisme, des heures supplémentaires souvent non récupérées ou rémunérées, ou s'adapter à des systèmes d'évaluation basés sur des critères largement contestés.

## EMPLOIS : PAS TOUCHE !

Licenciements, fermetures de sites, réorganisations sans concertation des salarié·es, chômage en hausse...

Les craintes liées à la sécurité de l'emploi sont en augmentation chez les ingénieur·es et cadres, qui sont 24 % à se sentir davantage menacé·es par le risque de licenciement (+3 points depuis 2024 - Apec, 2025). Les professions intermédiaires, maintenant première catégorie socio-professionnelle en nombre (Insee, 2025), sont aussi largement affectées par les suppressions d'emploi dans les entreprises (automobile, sidérurgie ...) et les administrations. 27 % des professions intermédiaires placent la sécurité de leur emploi parmi leur priorité.

**Pour protéger notre industrie et nos services publics il faut défendre l'emploi qualifié !**

## POUR L'ABROGATION DE LA RÉFORME DES RETRAITES !

Le 5 juin, une résolution parlementaire sur l'abrogation de la réforme sera débattue et adoptée, si nous nous mobilisons massivement pour nous faire entendre des député·es ! Ingés, cadres, techs : nous sommes ensemble contre la réforme :

## 54 %

(Ifop/CGT, 2025)

## 65 %

des cadres sont pour l'abrogation de la réforme et pour un retour à l'âge légal de départ à 62 ans

des professions intermédiaires sont pour l'abrogation de la réforme et pour un retour à l'âge légal de départ à 62 ans

Rejoindre la CGT



Ingés, cadres, techs et agents de maîtrise prenons toute notre place dans le combat collectif !

